

EXTENSION DU « SÉGUR » SUITE À LA MISSION LAFORCADE : LES EMPLOYEURS ET L'ÉTAT RIVALISENT D'HYPOCRISIE

LE PREMIER MINISTRE ANNONÇAIT COURANT NOVEMBRE LA REVALORISATION DES SALAIRES DES SOIGNANTS (CE QUI INCLUS LES AES) DES ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX ET MÉDICAUX SOCIAUX POUR LA FIN DU MOIS. MÊME POUR CEUX FINANCÉS PAR LES CONSEILS DÉPARTEMENTAUX. DANS LE MÊME TEMPS IL VENAIT CONFORTER LE DISCOURS PATRONAL EN AFFIRMANT QU'IL EST NÉCESSAIRE DE RENÉGOCIER L'ENSEMBLE DES CONVENTIONS POUR LES FONDRE EN UNE CONVENTION COLLECTIVE UNIQUE ÉTENDUE (CCUE) PLUS ATTRACTIVE...

Au moment où nous rédigeons ce tract nous constatons que l'application de cette annonce ne semble prévue dans aucune des associations du département. Nos employeurs prétendaient soutenir la revalorisation de nos salaires mais quand c'est possible ils ne se mobilisent pas. Même si cette annonce est profondément inégalitaire elle pouvait constituer une brèche.

La situation a alarmé nos employeurs non parce qu'ils étaient sensibles à notre sort (ce sont eux en premier lieu qui bloquent l'évolution du point en anticipant les refus des financeurs) mais parce qu'à force de tirer sur la corde ils se sont trouvés face à de réelles difficultés de recrutement.

LEUR MOBILISATION POUR NOS SALAIRES C'ÉTAIT AVANT TOUT DE LA COMMUNICATION.

Dans tout le pays les salarié.es, les principales intéressées pourtant, n'y ont que très rarement été associé.es. Il n'y a pas eu de convergence avec les organisations syndicales de salariés pour porter un socle minimum de revendications.

Clairement les employeurs veulent donner le change. L'extension du Ségur sert leur projet de réforme des conventions collectives, mais si les revalorisations arrivent avant la négociation de la CCUE, qu'ils comptent lancer en mai 2022, ils seront privés d'un levier majeur.

L'équipe de Macron, de son côté, essaye de mettre de la cohérence dans ses annonces, mais le social ce n'est vraiment pas leur truc. Cyniques, ils mettent surtout la pression pour faire avancer leur projet de refonte des branches professionnelles qui est complémentaire aux ordonnances Macron.

Les syndicats de salariés sont favorables à une CCUE de haut niveau qui offrirait des garanties solides aux 800 000 salariés qu'elle couvrirait. Mais ce n'est pas le projet patronal. Ils la veulent simplifiée, renvoyant à des négociations d'entreprise pour bon nombre de points et donnant aux directions d'établissement la possibilité de moduler les salaires selon les « missions » ... et les injonctions des financeurs (en particulier les très problématiques conseils départementaux)

NOUS SOMMES ARRIVÉS À UN MOMENT HISTORIQUE POUR NOTRE SECTEUR. IL N'EST PAS QUESTION DE BRADER NOS VIEILLES CONVENTIONS, QUI RESTENT ENCORE UN PEU PROTECTRICES, POUR 183 BALLE APRÈS 20 ANS DE GEL DES SALAIRES.

Cela peut paraître intéressant dans un premier temps mais ce montant va vite être rattrapé par l'augmentation du coût de la vie. Et même ça ils vont essayer de vous le faire payer sur vos conditions de travail et d'exercice des métiers qui sont pourtant déjà bien dégradées.

C'EST DONC D'UNE MOBILISATION HISTORIQUE DONT NOUS AVONS BESOIN POUR, D'ABORD, OBTENIR JUSTICE (LE SÉGUR POUR TOUS LES SALARIÉ.ES DU SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL) PUIS NÉGOCIER CETTE CONVENTION ET QU'ELLE SOIT À LA HAUTEUR DES ENJEUX.



NOUS NE SOMMES PAS PARVENUS À RETROUVER L'AUTEUR... MAIS ON A TRÈS ENVIE DE LUI PAYER DES BIÈRES ... MANIFESTE TOI !

f 320000 INVISIBLES

